

Avis rendu le 04/01/2017

Principes, Titres et Articles du code cités dans l'avis : Principes 1, 2, 3, 5, 6 et Article 5.

Le code de déontologie des psychologues concerne les personnes habilitées à porter le titre de psychologue conformément à la loi n°85-772 du 25 juillet 1985 (JO du 26 juillet 1985). Le code de déontologie des psychologues de 1996 a été actualisé en février 2012, et c'est sur la base de celui-ci que la Commission rend désormais ses avis.

RESUME DE LA DEMANDE

La demande émane d'un psychologue exerçant en cabinet libéral et en entreprise comme consultant et formateur. Dans le cadre de cette dernière activité, il anime des « sessions de sensibilisation sur le stress au travail » auprès de salariés d'entreprise. A l'issue de ces formations, il arrive que des participants lui formulent des demandes de prise en charge individuelle à son cabinet. Se référant à l'article 36 du code de déontologie des psychologues qui stipule que « *les formateurs ne tiennent pas les étudiants pour des patients ou des clients. Ils ont pour seule mission de les former professionnellement, sans exercer sur eux une quelconque pression* », le demandeur adresse systématiquement ces personnes vers d'autres psychologues. Cependant, il exerce dans une zone géographique sous dotée et a parfois du mal à trouver des collègues spécialisés dans « la souffrance psychologique au travail ». Il questionne la Commission sur le bien-fondé de son refus systématique de prise en charge individuelle dès lors que la demande provient d'un participant à une session de formation qu'il a animée.

Pièce jointe : Aucune

AVIS

AVERTISSEMENT : La CNCDP, instance consultative, rend ses avis à partir des informations portées à sa connaissance par le demandeur, et au vu de la situation qu'il décrit. La CNCDP n'a pas qualité pour vérifier, enquêter, interroger. Ses avis ne sont ni des arbitrages ni des jugements : ils visent à éclairer les pratiques en regard du cadre déontologique que les psychologues se sont donnés.

Les avis sont rendus par l'ensemble de la commission après étude approfondie du dossier par deux rapporteurs et débat en séance plénière.

A la lecture de la demande, la Commission se propose de traiter le point suivant :

- Distinction des missions et respect des droits de la personne.

Distinction des missions et respect des droits de la personne

Un psychologue peut être amené à exercer différentes missions comme le mentionne le Principe 3.

***Principe 3 : Responsabilité et autonomie :** «[Le psychologue] peut remplir différentes missions et fonctions : il est de sa responsabilité de les distinguer et de les faire distinguer ».*

Seule sa compétence guidera le choix du professionnel d'accepter ou non une mission comme le rappelle l'article 5 du Code.

***Article 5 :** « Le psychologue accepte les missions qu'il estime compatibles avec ses fonctions et ses compétences ».*

Dans la situation présentée, le demandeur indique refuser systématiquement les demandes émanant de personnes ayant participé à une session de formation qu'il a animée. Cette position stricte doit pouvoir être réfléchie comme y engage l'introduction aux Principes généraux du Code qui met en garde contre l'utilisation automatique de règles.

« La complexité des situations psychologiques s'oppose à l'application automatique de règles. Le respect des règles du présent Code de Déontologie repose sur une réflexion éthique et une capacité de discernement, dans l'observance des grands principes suivants ».

Si dans le cadre d'une session de groupe, un participant émet une demande de suivi individuel en libéral, le psychologue doit faire preuve de discernement dans la compréhension de cette demande, se référant au Principe 2 et estimer, en fonction du contexte, de la possibilité pour lui d'y accéder.

Principe 2 : Compétence

« Le psychologue tient sa compétence [...] de sa formation à discerner son implication personnelle dans la compréhension d'autrui. Chaque psychologue est garant de ses qualifications particulières. Il définit ses limites propres compte tenu de sa formation et de son expérience. Il est de sa responsabilité éthique de refuser toute intervention lorsqu'il sait ne pas avoir les compétences requises. Quel que soit le contexte de son intervention et les éventuelles pressions subies, il fait preuve de prudence, mesure, discernement et impartialité. »

Le fait d'accepter de recevoir individuellement une personne qui a participé à une session de formation ne constitue pas en soi une atteinte au code de déontologie. Le Code, en son Principe 6, engage le psychologue à veiller au respect du but assigné en ne sortant pas du cadre qui motive la rencontre.

Principe 6 : Respect du but assigné

« Les dispositifs méthodologiques mis en place par le psychologue répondent aux motifs de ses interventions, et à eux seulement. [...] ».

La Commission souligne que les demandes de prise en charge individuelle auprès du psychologue, émanant de personnes ayant suivi une formation professionnelle, réclament de ce dernier la vigilance rappelée par le Principe 5 qui engage le psychologue à faire preuve d'intégrité et à ne pas exploiter une relation professionnelle à des fins personnelles.

Principe 5 : Intégrité et probité

« Le psychologue a pour obligation de ne pas exploiter une relation professionnelle à des fins personnelles, religieuses, sectaires, politiques, ou en vue de tout autre intérêt idéologique ».

Dans la présente situation, il semble que le demandeur prenne les réserves nécessaires et ne fasse pas publicité de son activité de psychologue libéral dans l'objectif d'augmenter sa patientèle. Aussi, la Commission considère que les demandes de prise en charge individuelle à l'issue de sessions de formation peuvent être entendues par celui-ci et rappelle le Principe 1 qui engage le psychologue au respect des droits de la personne, notamment en favorisant l'accès libre et direct au professionnel de son choix.

Principe 1 : Respect des droits de la personne

« [...] [Le psychologue] s'attache à respecter l'autonomie d'autrui et en particulier ses possibilités d'information, sa liberté de jugement et de décision. Il favorise l'accès direct et libre de toute personne au psychologue de son choix [...]».

La Commission souligne enfin que l'article 36 du code de déontologie auquel fait référence le demandeur relève du Titre II sur la formation auprès d'étudiants en psychologie, ce qui n'est pas le cas dans la situation présentée.

Pour la CNCDP
La Présidente
Catherine MARTIN

La CNCDP a été installée le 21 juin 1997 par les organisations professionnelles et syndicales de psychologues. Ses membres, parrainés par les associations de psychologues, siègent à titre individuel, ils travaillent bénévolement en toute indépendance et sont soumis à un devoir de réserve. La CNCDP siège à huis clos et respecte des règles strictes de confidentialité. Les avis rendus anonymes sont publiés sur les sites des organisations professionnelles avec l'accord du demandeur.

Toute utilisation des avis de la CNCDP par les demandeurs se fait sous leur entière responsabilité.

CNCDP, Avis N° 16 - 12

Avis rendu le : 04/01/2017

Principes, Titres et articles du code cités dans l'avis : Principes 1, 2, 3, 5, 6 et Article 5.

Indexation du résumé :

Type de demandeur : Psychologue TA secteur libéral.

Contexte de la demande : Questionnement professionnel personnel.

Objet de la demande d'avis : Code de déontologie.

Indexation du contenu de l'avis :

- Mission Compatibilité des missions.
- Mission Distinction des missions.
- Accès libre au psychologue.